



Numéro d'affaire n° 23TE0173
CCTC LOT 00 : Cahier des Clauses Techniques Communes

**CONSTRUCTION D'UNE CRECHE HOSPITALIERE SUR LE SITE SUD DU CHU
à AMIENS**

Rendu de phase DCE IND B – 24/10/2023

MAÎTRISE D'ŒUVRE

murmur architecture
45 Mail Albert 1er – 80000 AMIENS
09.63.63.72.70.
contact@murmur-architecture.com
Architecte: Julien Pradat
jp@murmur-architecture.com
09 63 63 72 70

ALBEDO / BET Thermique & fluides & électricité & VRD
5 rue de la poterne - 76000 Rouen
matthieu.gazon@albedo-hqe.com
Tel : 02.78.94.02.71

LESLIE ACOUSTIQUE I BET Acoustique
13 rue du Colonel Charbonneaux
info@leslie-acoustique.fr

BESB – Bureau d'Etude Structure Bois / BET Structure bois
13, rue Henri Ducy - BP 316 - 27003
EVREUX Cedex
contact@besb27.fr

GEICO / BET Structure béton
4 Route de Glosy 80440 BOVES
sebastien.eischen@geico.fr

BUREAU DE CONTRÔLE

SOCOTEC / Agence Construction Somme
1, allée de la pépinière - centre oasis
bâtiment passiflore 80480 Dury
Alain.LAMIRAND@socotec.com

BUREAU VERITAS CONSTRUCTION
Village Oasis - Dury Place des Pins
80044 Dury AMIENS
guillaume.wilczyk@bureauveritas.com

MAÎTRISE D'OUVRAGE

Représentée par :	CHU AMIENS – Elsa VEERMEREN
Adresse du projet :	CHU SITE SUD
Adresse du maître d'ouvrage :	Victor Pauchet - 80 Amiens
Tel :	03 22 66 80 16

1	PRESENTATION DE L'OPERATION	4
1.1	OBJET DU DOCUMENT	4
1.2	INTERVENANTS	4
1.3	DECOMPOSITION DES LOTS	4
1.4	DEFINITION DE L'OPERATION	4
1.5	CONTRAINTES TECHNIQUES.....	6
1.6	MODE CONSTRUCTIF INNOVANT	8
1.7	CHARTRE DE DEMARCHE ENVIRONNEMENTALE	8
1.8	CARACTÉRISTIQUES DU TERRAIN – ETUDES GEOTECHNIQUES.....	10
1.9	LIMITES DE PRESTATIONS	10
2	CLAUSES GENERALES COMMUNES	10
2.1	CONNAISSANCE DU DOSSIER & DES LIEUX.....	10
2.2	OBSERVATIONS SUR LE CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION & DE MARCHE.....	11
2.3	CARACTERE FORFAITAIRE DU MARCHE & OBLIGATION DE RESULTAT	11
2.4	VARIANTES	12
2.5	ETABLISSEMENT DU PROJET D'EXECUTION	12
2.6	DOCUMENTS A FOURNIR APRES EXECUTION	14
2.7	CONDITIONS D'EXECUTION	15
2.8	CONDITIONS DE GARANTIE	16
2.9	POINTS D'ARRETS	17
2.10	MATERIAUX.....	17
3	PRESTATIONS COMMUNES.....	19
3.1	COMPTE PRORATA	19
3.2	INSTALLATION DE CHANTIER	20
3.3	ACCES AU CHANTIER	22
3.4	CONSTAT D'HUISSIER	22
3.5	PIQUETAGE - IMPLANTATION	23
3.6	VERIFICATION DES COTES & RECEPTION DE SUPPORT	24
3.7	PROTECTIONS DES OUVRAGES	24
3.8	NETTOYAGE DU CHANTIER - PROPRETE DU SITE	25

1 PRESENTATION DE L'OPERATION

1.1 OBJET DU DOCUMENT

Le présent Cahier des prestations techniques communes rassemble les prescriptions techniques communes relatives aux travaux de tous les corps d'état intervenants. Il s'applique à tous les corps d'état.

Il a pour objet de présenter l'opération de construction, de définir les prestations communes et leurs répartitions par corps d'état, et de définir les exigences communes à tous les lots.

Ce document complète le CCTP de chaque corps d'état, dont il fait intégralement partie.

1.2 INTERVENANTS

1.2.1 MAITRISE D'OUVRAGE

Pôle Fonctions Support et Investissement

Hopital Nord Place Victor Pauchet, Amiens

Tél. : 03 22 66 81 67

Cheffe de projet : Vermeeren Elsa <Vermeeren.Elsa@chu-amiens.fr>

Suivi travaux : Tudo Hubert<Tudo.Hubert@chu-amiens.fr>

1.2.2 ASSISTANT A MAITRISE D'ŒUVRE

Sans objet

1.2.3 OPC

L'OPC est confiée à la maîtrise d'œuvre, elle est assurée par le mandataire murmure architecture dans le cadre d'une mission complémentaire

1.2.4 EQUIPE DE MAITRISE D'ŒUVRE

Murmur architecture, représentée par Julien Pradat architecte chef de projet, mandataire du groupement

ALBEDO thermique fluide HQE VRD, représenté par Matthieu GAZON

BESB structure bois, représenté par Yves ABERT

LESLIE ACOUSTIQUE, représenté par Gauvain GAGGINI

GEICO structure béton, représenté par Sébastien Eischen

1.3 DECOMPOSITION DES LOTS

Le projet est en corps d'états séparés.

1.4 DEFINITION DE L'OPERATION

1.4.1 PROGRAMME ARCHITECTURAL

Les travaux comprennent :

- La création d'une crèche hospitalière : des salles d'activités pour 3 groupes d'enfants petits et moyens et grands , des dortoirs, des espaces de change, un espace repas, des bureaux de directions, et éducatrice, une cuisine, des sanitaires publics et locaux rangements. En outre, le bâtiment fonctionne aussi grâce à un pôle technique et professionnel réservé aux employés comprenant : une salle de réunion, des vestiaires, des sanitaires, un espace détente, une lingerie, et locaux de stockages.

- Superficie totale du bâtiment : 742 m² SDP
- Nature de l'activité :

ETABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC, CRECHE DE TYPE R DE 5^e CATEGORIE

Bâtiment accessible de plain-pied, à simple rez-de-chaussée, avec un effectif inférieur de 107 personnes.

L'opération est située en zone de vent 3, de neige A1 et de sismicité : aléa sismique très faible

Dimensions du volume

37.6 m x 28.8 m

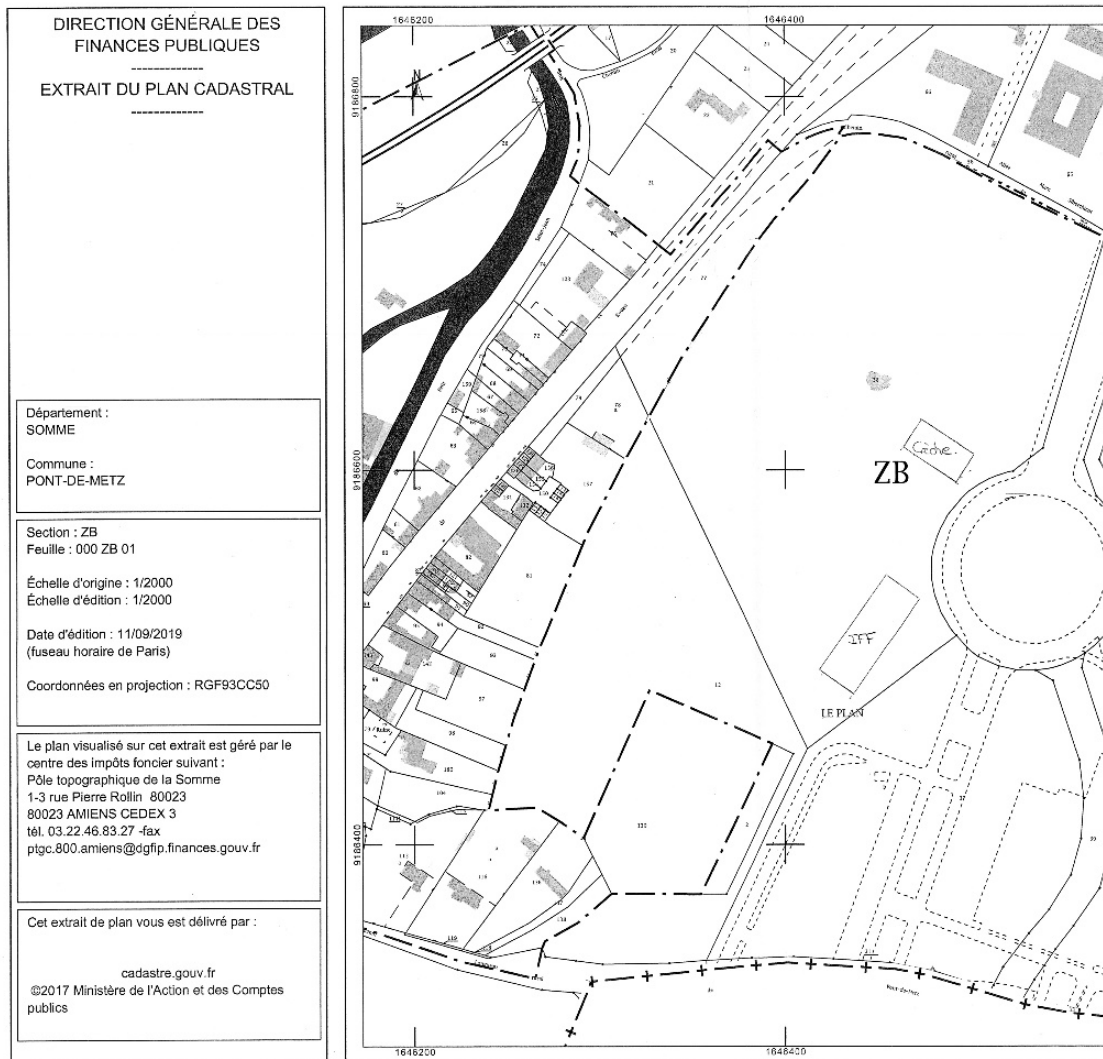
Hauteur du dernier plancher

0.00m

Hauteur du faîtage - acrotère

6.25 m – acrotère courant +3.76m

1.4.2 SITUATION



Située à l'entrée de l'hôpital et en surplomb de la vallée de la Selle, la nouvelle crèche du CHU d'Amiens Picardie porte une ambition d'attractivité et d'accueil tant dans son fonctionnement que dans sa forme architecturale. Adossée au rond-point, la crèche constitue un nouveau repère dans le paysage, aux côtés de l'Institut FAIRFACE. Le site du projet est situé dans une parcelle appartenant à l'hôpital. Le bâtiment prendra place sur le lieu de l'ancienne base vie du chantier de l'Institut FAIRFACE.

1.4.3 DUREE DU CHANTIER

La période de préparation est de deux (2) mois à partir de la notification de l'ordre de service prescrivant le démarrage de la période de préparation et d'exécution des travaux.

La durée prévisionnelle d'exécution des travaux est de 10 mois suite à la période de préparation.

1.4.4 PHASAGE – PLANNING DE CHANTIER

L'opération se déroulera dans un délai global défini selon le calendrier prévisionnel des travaux, joint au DCE.

Le planning contractuel sera défini par l'OPC en préparation de chantier, en accord avec le maître d'œuvre, après consultation des entrepreneurs titulaires et dans le cadre du calendrier prévisionnel.

Il n'est pas prévu de phasage particulier ni de réception partielle ou en tranches pour le projet.

1.5 CONTRAINTES TECHNIQUES

1.5.1 PERMIS DE CONSTRUIRE

ERP de type R (crèche) de Vème catégorie.

Le permis de construire a été déposé en juillet 2023, il est en cours d'instruction.

1.5.2 RESPECT DES COTES

Les entreprises sont tenues de respecter les cotations des plans architecturaux et techniques. Ces cotes sont considérées comme des minimas, afin de respecter la circulation réglementaire des personnes à mobilité réduite.

En cas de non-respect des cotations entraînant une perte de qualité architecturale, d'usage, de fonction, les ouvrages pourront être démolis et reconstruits selon les prescriptions aux frais de l'entreprise en question.

1.5.3 EXIGENCES DE SECURITE INCENDIE

Le projet répondra aux dispositions énoncées dans la notice de sécurité complétée par le rapport du bureau de contrôle sur ce sujet, documents joints au présent dossier.

Chaque entrepreneur sera tenu de fournir à ses frais, toutes justifications nécessaires concernant le comportement au feu de ces matériaux, structures et ouvrages dont il a la charge de mise en œuvre.

1.5.4 EXIGENCES THERMIQUES

Le projet recherche un niveau de performance RT2012.

Les bases de calcul et les caractéristiques thermiques du bâtiment sont définies dans les CCTP concernés et confirmées par les calculs réglementaires réalisés par le bureau d'études thermiques, notamment dans la notice thermique.

Chaque entrepreneur est tenu de respecter les données de ces documents, tant dans le choix des composants que dans leur mise en œuvre.

1.5.5 EXIGENCES D'ETANCHEITE A L'AIR

Toute entreprise devra avoir une parfaite connaissance du niveau d'exigence d'étanchéité à l'air, figurant dans les pièces techniques du bureau d'étude thermique.

Il devra être apporté une vigilance toute particulière à la mise en œuvre des éléments, équipements divers, percements et autres traversées de parois, qui devront être anticipés et faire l'objet de réservations dans les ouvrages lors de la phase de préfabrication. Il est attendu de la part des différents corps de métier une parfaite entente et synthèse entre leurs lots, afin d'anticiper toutes les attentes, réservations et renforts divers. Chaque percement des parois a une incidence forte sur la performance de l'étanchéité à l'air, d'autant plus lorsqu'il s'agit de projet hautement ambitieux tels que ceux recherchant une labellisation passive.

L'Entreprise s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à l'étanchéité à l'air du bâtiment au niveau de ses ouvrages. L'Entreprise assurera la pose d'un frein-vapeur en murs ossature bois, suivant les préconisations du fabricant.

Tous les accessoires de la membrane étanche à l'air et frein-vapeur (colles, rubans adhésifs, manchettes, etc...) seront choisis chez le même fabricant. La membrane et ses accessoires devront être conformes aux réglementations. Les lés seront agrafés ou collés et les jonctions entre lés seront systématiquement recouverts par un adhésif.

Le frein-vapeur sera collé en périphérie des ossature bois sur les structures en béton, après nettoyage du support à la brosse et renforcé avec un ruban adhésif adapté au support. Le ruban sera masqué par le doublage en plaques de plâtre.

La jonction dans les angles (entre murs et entre murs et toiture) sera faite avec les rubans adhésifs adaptés.

Au niveau des menuiseries extérieures et des châssis de toit, la membrane et frein-vapeur seront systématiquement collés sur tout le périmètre du bâti et fixé par un ruban adhésif. La partie du collée sur le bâti sera masquée par les habillages intérieurs.

Toutes les traversées de la membrane (câbles, tuyaux, gaines) seront réalisées par des manchettes de diamètre adapté, fixés à la membrane par le biais de colle et de ruban adhésif. Ces éléments seront fournis par l'Entreprise aux lots concernés.

L'Entreprise fournira le ruban adhésif de réparation nécessaire à tous les lots présentant des risques de percement de la membrane ou du frein-vapeur.

Chaque lot est responsable de l'étanchéité à l'air appliquée à ses ouvrages. Les conditions de mise en œuvre des ouvrages et d'exécution de l'étanchéité à l'air devront être soumis à l'approbation de l'architecte, et toute reprises commandées par ce dernier exécuté selon les préconisations (pas de rebouchage à la mousse expansive ou au silicone, tous deux interdits dans le cadre de cette opération car ne garantissant la durabilité de l'étanchéité).

La perméabilité à l'air sera réalisée par un opérateur accrédité, dans les conditions spécifiques préalablement définies. Chaque entreprise devra en amont du test mettre en œuvre toutes les mesures pour garantir que celui-ci se déroule dans des conditions optimales, à la demande de la maîtrise d'œuvre comme de l'opérateur.

Deux essais sont prévus.

Les deux tests prévus figurent au planning :

Test n°1 : à l'issue du hors d'eau-hors d'air sur la première partie de bâtiment achevée. Ce test aura lieu au moment du clos couvert, après intervention des différents corps d'états nécessitant de traverser les parois étanches (lots des corps d'état secondaires compris, tels qu'électricité, plomberie ...). L'Entreprise titulaire du présent lot est tenue d'être présente lors de la réalisation des tests, afin d'apporter les corrections nécessaires.

– Test n°2 : contrôle final, lors des OPR.

A l'issue du test n°1, un procès-verbal de résultat des essais sera fourni à la maîtrise d'œuvre et au bureau de contrôle.

A l'analyse de ce procès-verbal, tout mauvais résultat et défaut détectés lors de ces essais, dans les performances d'étanchéité à l'air, fera l'objet de rectification et de reprise des ouvrages incriminés, au frais et risques de la ou des entreprises jugées responsables de ces mauvais résultats et défauts. Ces entreprises prendront également à leur charge, le coût des démontages et remontages d'ouvrages, y compris ceux différents de leur lot. Le coût des essais de vérification complémentaires sera alors à la charge des entreprises responsables, jusqu'à la disparition complète des défauts et des mauvais résultats.

1.5.6 ACCESSIBILITE DES PERSONNES A MOBILITE REDUITE (PMR)

Les entrepreneurs devront se conformer aux plans architecturaux, et respecter la réglementation sur l'accessibilité des locaux aux personnes à mobilité réduite (hauteur des équipements de commande, débats de portes, espaces de manœuvre, largeur des circulations, etc).

1.6 MODE CONSTRUCTIF INNOVANT

Sans objet

1.7 CHARTE DE DEMARCHE ENVIRONNEMENTALE

Le chantier doit respecter les dispositions suivantes :

L'enjeu de la démarche environnementale sur le chantier est de réduire les pollutions et les nuisances au bénéfice des ouvriers qui travaillent sur le chantier, des riverains et de l'environnement.

La maîtrise d'ouvrage comme la maîtrise d'œuvre seront particulièrement attentives à son respect.

Sont listés ici les points principaux de cette démarche :

Qualité de l'impact environnemental des matériaux et produits mis en œuvre, sur tout leur cycle de vie

- Réduction et tri sélectif des déchets de chantier
- Propreté du chantier et de ses abords
- Préservation de la qualité de l'air pendant les travaux (poussières, produit polluants)
- Limitation des bruits émis lors des travaux.

Le PPSPS de chaque entrepreneur sera complété par un volet environnemental rédigé par ses soins, l'énumération ci-dessus pouvant lui fournir un sommaire non exhaustif.

1.7.1 GESTION DES DECHETS

Réduction des déchets à la source

Il s'agit de :

- choisir des techniques de construction minimisant la production de déchets ;
- s'interdire au maximum les techniques nécessitant des produits ou composants toxiques ;
- réutiliser les matériaux chaque fois que cela est possible ;
- calculer au plus juste les calepinages dans le but d'éliminer les déchets produits ;
- prévoir au plus tôt les réservations afin de limiter la production de déchets supplémentaires.

Gestion des déchets sur le site et leur enlèvement

Le lot « Gros Œuvre » (lot 1) prévoira ses bennes et pour son propre usage suivant les exigences du tri sélectif (ferrailles, queue de toupie, panneaux isolants, etc.).

Pour ce qui concerne les gravats concernés par la problématique du plomb le cas échéant, l'entreprise mettra en place et assurera la traçabilité de la mise en décharge spécialisée des matériaux au moyen du bordereau approprié. Ces dispositions seront sous le contrôle du CSPS.

Pour les autres lots, étant donné la nature et la taille du projet, il sera disposé des bennes de déchets à disposition de l'ensemble des corps d'états durant le chantier. Ces bennes seront dans le cadre de l'installation de chantier à la charge du lot 01 GROS ŒUVRE et sera géré par le compte prorata.

Le lot 01 assurera la gestion de ces bennes et définira une Convention de Compte Prorata.

Il est évidemment formellement interdit de :

- brûler les déchets ;
- abandonner ou enfouir un déchet, même inerte ;
- laisser des déchets spéciaux (pot de peinture par exemple) sur le chantier, et a fortiori, d'abandonner des substances souillées (huiles de décoffrage, de vidange, etc.).

Si toutefois, le constat était fait sur le chantier, que le traitement des déchets n'était pas assuré comme prévus ci-dessus, le Maître d'Œuvre ou le Maître d'Ouvrage se réservent la possibilité de mettre en place une benne. Les coûts afférents seront pris en charge sur le compte prorata.

1.7.2 POLLUTION DES EAUX ET DU SOL

Précautions à mettre en place

La législation environnementale interdit le rejet de produit polluant dans le milieu naturel et dans le réseau d'évacuation des eaux usées et pluviales.

En l'absence de précautions particulières, divers produits polluants (huiles de décoffrages, adjuvants, laitances des bétons, peinture, etc.) sont susceptibles de pénétrer dans le sol et de polluer les nappes phréatiques ou d'être rejetés dans les réseaux de collecte publique. L'entrepreneur devra donc mettre en place les mesures minimales de prévention de pollution des sols :

- limiter au maximum l'emploi de produits toxiques ;
- assurer l'étiquetage réglementaire de toutes les cuves, fûts, bidons, pots, etc. ;
- entreposer les produits dangereux sur une aire imperméable ;
- mettre à disposition de moyens absorbants en cas de déversements ou de fuites de produits polluants.

Les entreprises utilisatrices d'eau pour la confection des produits ou pour leur mise en œuvre (béton, enduits, peintures, etc.) devront mettre en place les équipements nécessaires pour permettre le lavage de leurs outils avec décantation et traitement des eaux chargées avant rejet dans le réseau d'évacuation.

Lorsque les techniques de construction font appel à des produits susceptibles de s'écouler vers le sol et de polluer (huiles de décoffrage, laitances de béton, adjuvants, produits de nettoyage, de dégraissage, etc.), il conviendra d'organiser la rétention et la collecte de ces effluents pour éviter toute infiltration dans le sol ou l'écoulement vers les eaux de surfaces ou souterraines. Ces effluents seront soit traités sur le site, soit enlevés par une entreprise spécialisée.

Gestion des dysfonctionnements

Tout dysfonctionnement, incident ou accident susceptible d'engendrer une pollution des sols ou des eaux doit être signalée sans délai au Maître d'Œuvre.

Les actions correctives que l'entreprise exécutera (absorption du polluant et élimination auprès d'un centre agréé) seront consignées au compte-rendu de chantier.

1.7.3 REDUCTION DES NUISANCES

Nuisances acoustiques

Tout au long du chantier, les entreprises devront respecter les mesures suivantes :

- gérer le trafic et les horaires de livraison du chantier en fonction des contraintes environnantes ;
- imposer à leurs salariés le port de protections auditives ;
- utiliser les engins et matériels insonorisés faisant l'objet d'une homologation et conformes à la réglementation en vigueur.

Pollution de l'air

Il convient de privilégier les matériaux et les techniques qui n'émettent pas de COV ni de formaldéhydes, et qui produisent peu de poussières.

Les entreprises veilleront à limiter les émissions de poussières dues aux percements et à la découpe des matériaux, aux circulations des engins par temps secs, notamment en appliquant les mesures suivantes :

- nettoyage journalier du chantier ;
- aspiration des poussières ;
- interdiction absolue des brûlages.

Pollutions visuelles

Les entreprises devront disposer les éclairages artificiels nécessaires à leur travail de sorte à ce que leur diffusion soit limitée à l'emprise du chantier.

Les entreprises ne sont pas autorisées à afficher leur publicité hors du panneau de chantier.

L'entrepreneur fera respecter ces dispositions à tous ses fournisseurs et éventuels sous-traitants.

Nuisances liées au trafic

Les entreprises prendront les mesures minimales suivantes :

- respect scrupuleux des réglementations locales en ce qui concerne les horaires de travail et la circulation des véhicules ;
- recherche d'emplacement de stationnement à proximité du chantier pour les véhicules particuliers des intervenants ;
- gestion des livraisons et des enlèvements (heures de livraison, accès au site, etc.) ;
- organisation de la circulation sur la voirie publique (en coordination avec la commune).

1.8 CARACTÉRISTIQUES DU TERRAIN – ETUDES GEOTECHNIQUES

Les études de sols ont été réalisées et sont jointes au présent dossier.

Le montant des travaux sera par conséquent forfaitaire sur la base de ces rapports.

1.9 LIMITES DE PRESTATIONS

Les limites de prestations et la consistance de chaque lot sont définies dans les CCTP de chaque lot et/ou dans les documents de limite de prestation. Ces limites ne sont pas exhaustives. Les entreprises devront prendre connaissance de l'ensemble des CCTP des autres corps d'état et vérifier la concordance avec les CCTP de leur propre lot. Si quelque incohérence était relevée, l'entrepreneur devra en faire part à la maîtrise d'œuvre au moment de remettre son offre, en phase DCE, en formulant une question à la maîtrise d'ouvrage par exemple (voir chapitre suivant « clauses générales communes : connaissance des lieux et du dossier »).

2 CLAUSES GENERALES COMMUNES

2.1 CONNAISSANCE DU DOSSIER & DES LIEUX

L'entrepreneur est réputé pour la remise de son offre :

- Avoir procédé à une visite libre des lieux concernant le présent projet, et avoir pris connaissance de leur état actuel, de toutes les conditions physiques et de toutes les sujétions relatives aux lieux des travaux, aux accès et aux abords, au voisinage, à l'exécution des travaux à pied d'œuvre, ainsi qu'à l'organisation et au fonctionnement du chantier (autorisation de voirie, moyens de communication et de transport, lieu d'extraction des matériaux, difficultés d'accès, stockage des matériaux, ressources en main d'œuvre, énergie électrique, eau, protections des réseaux, installation de chantier, éloignement des décharges publiques ou privées, etc.),
- Avoir contrôlé toutes les indications des documents du dossier de consultation, notamment celles données par tous les plans (architecte et bureaux d'études), les dessins de détails et les devis descriptifs de tous les lots, avoir pris tout contact utile auprès des Services Publics ou parapublics (Communauté de Communes, Compagnies des Eaux, d'Electricité, de Gaz, de Téléphone, Mairie, etc..).
- Avoir apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des ouvrages et s'être parfaitement rendu compte de leur nature, de leur importance et de leurs particularités.

Durant la phase de préparation de chantier, il appartiendra aux entrepreneurs de mener à leurs frais, toutes les investigations et reconnaissances complémentaires qu'ils jugeront utiles pour parfaire la connaissance des lieux, adapter leurs méthodes et optimiser leurs interventions. Ils devront en avertir le Maître d'Œuvre et le Maître de l'Ouvrage.

La liste des obligations ci-avant n'est pas exhaustive. Elle n'est qu'une information destinée à alerter les entrepreneurs sur les conditions particulières du chantier qu'il lui appartient de mesurer plus finement en se rendant impérativement sur le site et en interrogeant, le cas échéant, le Maître d'ouvrage et le Maître d'œuvre avant d'établir sa proposition.

L'entrepreneur, en prenant connaissance des descriptifs de tous les lots et des plans s'y rapportant connaît mieux la limite des prestations et aura intégré à son offre toutes les répercussions éventuelles qu'un ouvrage d'un autre lot pourrait avoir sur les ouvrages décrits dans son propre corps de métier.

L'article suivant « Observations sur le contenu du dossier de consultation et de marché » complète et précise le présent article.

2.2 OBSERVATIONS SUR LE CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION & DE MARCHE

Le présent CCTC et le CCTP forment un tout qui, avec les plans et documents joints au dossier d'appel d'offres et de marché, se complètent réciproquement. Les plans et le CCTP définissent un ouvrage et ses performances. Après signature du marché, l'entrepreneur ne pourra faire état d'une quelconque discordance, d'une imprécision, ou de l'absence d'un ou plusieurs documents annexés au présent dossier. Pour ce faire, l'entrepreneur aura pris connaissance et analysé l'ensemble des descriptifs et plans (voir article ci- avant) afin d'intégrer les éventuelles répercussions de prestations sur ses ouvrages.

En cas de contradiction entre deux documents du marché, ou lorsqu'une indication ne figure que sur certaines pièces du marché et sont omises sur d'autres, **l'entrepreneur est tenu de signaler cette contradiction avant la remise de son offre.**

Dans tous les cas d'ambiguïté entre les pièces, l'entrepreneur devra respecter la solution techniquement et économiquement la plus contraignante, et la plus favorable pour le Maître d'ouvrage. Il est donc précisément stipulé qu'en cas de contradiction entre plusieurs pièces écrites ou graphiques, ce sera le terme le plus contraignant qui prévaudra en toutes circonstances, et, en particulier pendant les travaux.

Les descriptifs, plans et détails graphiques sont un tout indissociable et se complètent réciproquement et notamment, chaque document peut compléter ou préciser un ouvrage qui n'aurait pas été présenté ou insuffisamment décrit dans les autres documents. Par conséquent, ces ouvrages sont intégrés dans le prix d'acte d'engagement (exemple : ouvrages parfaitement définis sur les plans, mais non décrits au CCTP). **Le CCTP prévaut sur l'offre** (D.P.G.F. + mémoire technique) du candidat conformément à l'article 2.1 « Pièces particulières ». **Il ne peut être argumenté que le CCTP prévaut sur les plans, ou inversement.** La hiérarchie des pièces prévue à l'article 2.1 du C.C.A.P. qui devra être respectée.

Tous les détails de construction complètement décrits ou non, font partie intégrante du prix global, pour réaliser une construction saine et robuste, conforme aux normes - règlements - décrets et arrêtés - documents et avis techniques en vigueur.

S'il subsistait, après la signature de son Marché, quelques omissions ou erreurs sur les plans et CCTP qui n'auraient pas été signalées par l'entrepreneur, l'entrepreneur sera tenu de les réparer et d'exécuter **sans supplément de prix**, les travaux indispensables à la terminaison des bâtiments, en accord avec le Maître d'œuvre. Les côtes, les dimensions, les sections, certaines quantités, les références sont données à titre indicatif dans les pièces et documents du dossier Marché. Elles doivent être vérifiées par l'entrepreneur et précisées dans les documents, plans et calepins d'exécution établis par l'entreprise pendant la période de préparation.

2.3 CARACTERE FORFAITAIRE DU MARCHE & OBLIGATION DE RESULTAT

Les entreprises remettent obligatoirement à l'appui de leur offre la DPGF remplie selon le cadre fourni dans le dossier de consultation.

Les quantités qui y sont indiquées sont de la responsabilité des entreprises. Les quantités renseignées par le MOE ne sont données qu'à titre indicatif et qu'il appartient au candidat de les confirmer ou de les infirmer.

Le marché traité à PRIX GLOBAL et FORFAITAIRE, implique de la part de l'entrepreneur la fourniture et mise en œuvre des matériaux ; et tous les travaux et suppléments indispensables au complet achèvement de ses ouvrages.

Il ne sera attribué aucun supplément au marché, quelles que soient les quantités d'ouvrages prévues dans son offre.

Le prix global et forfaitaire est invariable et ne saurait être remise en cause, l'entrepreneur s'engage à une obligation de résultat dans le cadre du prix global et forfaitaire.

L'obligation de résultat se définit :

- Sur le plan général, par l'engagement contractuel de respecter les exigences fonctionnelles et techniques du programme ou de caractère réglementaire
- Ramené à un ouvrage particulier, par l'engagement contractuel de livrer l'ouvrage bien fini et en fonctionnement

L'entrepreneur est engagé par l'obligation de résultat pour l'ensemble des travaux de son marché et ceci dans le cadre du prix forfaitaire et global. Il est tenu de vérifier que les travaux prévus permettent d'atteindre les objectifs, s'il y a lieu, d'apporter toutes améliorations, compléments ou adaptations nécessaires dès lors que certaines prévisions des plans ou du CCTP seraient contraires ou insuffisantes.

2.4 VARIANTES

Si des variantes sont imposées aux entreprises, elles sont stipulées dans le document de règlement de consultation. Les variantes libres sont .

2.5 ETABLISSEMENT DU PROJET D'EXECUTION

2.5.1 ETUDES ET NOTES DE CALCULS

Pour l'ensemble des ouvrages prévus réalisés par son lot et comme spécifié au CCAG Travaux et au CCAP, l'Entrepreneur doit :

établir à sa charge — d'après les plans et les détails de principe du Maître d'Œuvre – ses études techniques, ses propres plans, dessins et détails d'exécution, tous calepins, épures, notes de calculs, notices explicatives, relevés, schémas, tracés, *etc.* (ainsi que toutes les mises à jour nécessaires) ;

joindre toutes justifications, prototypes et documentations nécessaires à la parfaite réalisation de l'ouvrage.

En sachant que les plans techniques du dossier DCE ne sont donnés qu'à titre indicatif et sont non limitatifs.

Toutefois le principe constructif indiqué par ces plans doit être respecté, tout comme les surfaces utiles, hauteurs libres et volumes utiles.

Les documents seront communiqués sous les deux formats *.pdf, et *.dwg pour les fichiers de DAO.

L'Entrepreneur ne doit passer aucune commande, ni ne doit commencer aucune fabrication ni aucune partie de ses travaux sans avoir soumis au préalable le projet d'exécution, avec ses pièces justificatives à l'appui, aux visas (ou approbation) du Maître d'Œuvre et à l'acceptation du Bureau de Contrôle, lorsque ce dernier est concerné.

Les plans, notes de calcul et tous documents doivent être remis, au Maître d'Œuvre et au Bureau de Contrôle conformément aux dispositions prévues au CCAP.

L'Entrepreneur doit établir les demandes et dossiers nécessaires et faire approuver par les Services Administratifs Techniques ou concédés (EDF, Eau, Télécom, Voirie, *etc.*) les projets d'exécution qui, aux termes des règles en vigueur, doivent être soumis à l'examen de ces services. A cet effet l'Entrepreneur doit demander au Maître d'Œuvre de lui communiquer tous renseignements qui lui sont nécessaires, ou simplement utiles pour la préparation de ses projets. En retour, l'Entrepreneur doit l'informer de toutes communications qu'il pourrait recevoir de ces Services, en particulier celles qui ont des incidences particulières sur l'Ouvrage.

Le schéma du circuit d'établissement et de vérification des documents d'exécution ainsi que le planning de remise de ces documents, sont établis par le Maître d'Œuvre (ou l'OPC), en accord avec l'Entrepreneur lors de la réunion de lancement du chantier.

Le calendrier d'étude doit tenir compte du planning de travaux et les interfaces entre les différents lots (se reporter au CCAP).

Toutes modifications ou compléments dans l'exécution du projet doivent faire l'objet d'un accord du Maître d'Ouvrage, sur proposition du Maître d'Œuvre.

2.5.2 RESERVATIONS, DESCENTE DE CHARGES

Les entrepreneurs doivent fournir (sous quinzaine à partir de la réunion de lancement) aux entreprises responsables du lot « Gros Œuvre » (lot 1), des VRD Paysage » (lot 13), de la Charpente bois, ossature, bardage (lot 2) et au Maître d'Œuvre, les plans et documents concernant les descentes de charges et réservations nécessaires.

2.5.3 COORDINATION DES PLANS DE RESEAUX SOUS DALLAGE JUSQU'A L'EMERGENCE EN DALLE

Tous les lots concernés par le passage des réseaux depuis l'extérieur jusqu'à l'émergence en dalle se réunissent avec le Maître d'Œuvre.

Ils soumettent à la coordination générale leurs passages et unifient leurs supports et chemins de câbles et canalisations autant que possible et selon la réglementation. Au cours de cette réunion de coordination, un schéma de synthèse des réseaux enterrés (jusqu'à 1 m depuis la façade extérieure) et sous dalle est produit par le lot « Gros Œuvre » (lot 1) et validé d'abord par les lots : Lot 2 Charpente Bois, ossature, bardage, Lot 4 Menuiseries Extérieures, Lot 5 Plâtrerie Isolation, Lot 6 Menuiserie Intérieure.

Et ensuite par le Maître d'Œuvre.

A partir de ce schéma, chaque titulaire réalisera les plans des réseaux relevant de son lot et le transmettra au titulaire du lot « Gros Œuvre » (lot 1).

Celui-ci produit les plans de synthèse cotés des tracés de réseaux et émergences en dalle, passages de gaines, câbles, canalisations *etc.*

La responsabilité d'obtenir les plans de chacun des lots est du ressort du titulaire du lot « Gros Œuvre » (lot 1), avec l'appui du Maître d'Œuvre.

Ces plans sont remis à la maîtrise d'œuvre au plus tard deux (2) semaines après la réunion de coordination, ils sont validés et visés par le Maître d'Œuvre avant diffusion générale.

2.5.4 COORDINATION DES PLANS DE TRAVERSEES DE PLANCHERS INTERMEDIAIRES

Tous les lots concernés par le passage des réseaux entre étage de logement se réunissent avec le Maître d'Œuvre. Ils soumettent à la coordination générale leurs passages et unifient leurs supports et chemins de câbles et canalisations autant que possible et selon la réglementation. Au cours de cette réunion de coordination, un schéma de synthèse des réseaux traversant les planchers est produit par le lot et validé par le Maître d'Œuvre.

A partir de ce schéma, chaque titulaire réalisera les plans des réseaux relevant de son lot et le transmettra au titulaire. Celui-ci produit les plans de synthèse cotés des tracés de réseaux au niveau des planchers intermédiaires, passages de gaines, câbles, canalisations *etc.*

La responsabilité d'obtenir les plans de chacun des lots est du ressort du titulaire des lots : Lot 2 Charpente Bois, ossature, bardage, Lot 4 Menuiseries Extérieures, Lot 5 Plâtrerie Isolation, Lot 6 Menuiserie Intérieure, avec l'appui du Maître d'Œuvre.

Ces plans sont remis à la maîtrise d'œuvre au plus tard deux (2) semaines après la réunion de coordination, ils sont validés et visés par le Maître d'Œuvre avant diffusion générale.

2.5.5 COORDINATION DES EMERGENCES ET INSTALLATIONS EN TOITURE

Tous les lots concernés par le passage des réseaux et installations en toiture se réunissent avec le Maître d'Œuvre. Ils soumettent à la coordination générale leurs passages et unifient leurs supports et chemins de câbles et canalisations autant que possible et selon la réglementation. Au cours de cette réunion de coordination, un schéma de synthèse des réseaux traversant la toiture ainsi que l'ensemble des installations en toiture est produit par le lot « Couverture étanchéité » (lot 3) et validé par le Maître d'Œuvre.

A partir de ce schéma, chaque titulaire réalisera les plans des réseaux relevant de son lot et le transmettra au titulaire du lot « Couverture étanchéité » (lot 3).

Celui-ci produit les plans de synthèse cotés des tracés des émergences en toitures, installations, passages de gaines, câbles, canalisations *etc.*

La responsabilité d'obtenir les plans de chacun des lots est du ressort du titulaire du lot « Couverture végétalisée et étanchéité » (lot 3), avec l'appui du Maître d'Œuvre.

Ces plans sont remis au Maître d'Œuvre au plus tard deux (2) semaines après la réunion de coordination, ils sont validés et visés par le Maître d'Œuvre avant diffusion générale.

2.5.6 COORDINATION RESERVATIONS EN FAÇADES

Tous les lots concernés par le passage des réseaux entrent en façade (traversées d'enveloppe) se réunissent avec le Maître d'Œuvre.

Ils soumettent à la coordination générale leurs passages et unifient leurs supports et chemins de câbles et canalisations autant que possible et selon la réglementation. Au cours de cette réunion de coordination, un schéma de synthèse des réseaux traversant façades est produit par le lot « Structure bois, Plâtrerie, Menuiseries (int. & ext.) » (lot 2) et validé par le Maître d'Œuvre.

A partir de ce schéma, chaque titulaire réalisera les plans des réseaux relevant de son lot et le transmettra au titulaire du lot « Structure bois, Plâtrerie, Menuiseries (int. & ext.) » (lot 2).

Celui-ci produit les plans de synthèse cotés des tracés de réservations en façades, passages de gaines, câbles, canalisations *etc.*

La responsabilité d'obtenir les plans de chacun des lots est du ressort du titulaire du lot « Structure bois, Plâtrerie, Menuiseries (int. & ext.) » (lot 2), avec l'appui du Maître d'Œuvre.

Ces plans sont remis au Maître d'Œuvre au plus tard deux (2) semaines après la réunion de coordination, ils sont validés et visés par le Maître d'Œuvre avant diffusion générale.

2.6 DOCUMENTS A FOURNIR APRES EXECUTION

2.6.1 DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES

Indépendamment des documents qu'il est tenu de fournir avant ou pendant l'exécution des travaux, l'Entrepreneur remet son Dossier des ouvrages exécutés (DOE) au Maître d'Œuvre conformément aux dispositions du CCAP, et en un (1) exemplaire papier et envoi mail des documents par le site WEB « [GrosFichiers](#) » au PFSI du CHU (cette plateforme est la seule compatible avec les protocoles sécurité du CHU). Tous les documents papiers doivent avoir leur équivalent en format informatique.

Les notices de fonctionnement et d'entretien (fonctionnement et entretien de tous les équipements installés, entretien des revêtements de sols et murs et entretien des meubles et agencements) des ouvrages établis conformément aux prescriptions du fabricant et conformément aux prescriptions et recommandations des normes françaises en vigueur y compris la liste des fabricants ou fournisseurs avec leur adresse, téléphone et télécopie (tous documents en français).

Les schémas des armoires électriques et schéma du circuit des fluides seront positionnés dans les locaux concernés dès leur mise en service.

Cet exemplaire sera remplacé par un exemplaire plastifié « Plan de récolement » lors de la remise de cette pièce dans le mois suivant la réception.

Les exemplaires papiers des plans et tous autres documents mis à jour conformes à l'exécution, seront pliés au format normalisé A4.

Les DOE comprendront notamment :

- la liste des fournitures remplaçables, par pièce ou par local, et référencées en incluant les coordonnées du fournisseur et une indication de prix ;
- les procès-verbaux, avis technique et Fiches de Déclaration Environnementale et Sanitaire (FDES) de chaque matériau et matériel employés dans la construction comportant l'ensemble des informations nécessaires – le cachet et la signature de l'Entreprise adjudicataire du marché, la liste des locaux où sont posés le matériau ou le matériel, le type du ou des supports sur lesquels sont fixés ce matériau ;
- les certificats de traitement le cas échéant ;
- les bons de garanties éventuels.

2.6.2 DOSSIER D'INTERVENTION ULTERIEURE SUR L'OUVRAGE

L'Entrepreneur doit mettre à la disposition du CSPS, dans le courant des études et du chantier puis dans le mois qui suit la réception, tous les éléments lui permettant de compléter le DIUO sur papier (au format A4) et dépôt sur la plateforme d'échange collaboratif.

Il est rappelé que le dossier DOE est un dossier séparé et ne fait donc pas partie du DIUO.

La remise des documents, en un (1) exemplaire papier chacun, est à présenter dans les dossiers suivants avec étiquetage nécessaire et précis :

les exemplaires tirés sur papier en format A4 seront reliés dans classeur à 2 trous avec intercalaires de couleurs différentes ;

les exemplaires tirés des plans tirés au format A4 seront placés dans des chemises à sangles ou dans boîtes archives dont le modèle sera spécifié par le Maître d'Œuvre.

La non-fourniture de ces dossiers (l'ensemble des documents ci avant DOE et DIUO) constituera une réserve et conditionnera le règlement financier définitif des travaux de l'entreprise et l'application des pénalités prévues au CCAP.

Tous les plans et documents remis à cette occasion doivent indiquer :

- le nom de l'entreprise ;
- un nouvel indice ;
- la mention « PLAN DE RÉCOLEMENT » ;
- la date de la réception des travaux

2.7 CONDITIONS D'EXECUTION

2.7.1 CONDITIONS GENERALES, NORMES ET DOCUMENTS DE REFERENCE

Les travaux seront réalisés dans les règles de l'art, et conformément à l'ensemble des normes en vigueur en France, telles que décrites dans chaque CCTP et dans le présent CCTC, à titre non exhaustif.

Parmi lesquelles :

- normes AFNOR homologuées et enregistrées par arrêtés ministériels
- normes UTE
- Code du Travail
- prescriptions techniques générales constituées par les documents du Recueil des éléments utiles à l'établissement à l'exécution des projets et marchés de bâtiment en France dit REEF, avec leurs différentes mises à jour éditées par le CSTB
- normes européennes pour les sujets ayant fait l'objet d'une transposition nationale
- règlements de construction en vigueur à la date de signature des marchés
- Code de l'Urbanisme, le Code de la Construction et de l'habitation
- les Cahiers des Charges DTU ;
- les Cahiers des Charges Spéciales des DTU ;
- cahiers des charges pour les ouvrages non traditionnels
- cahiers des charges particulières et générales, cahiers techniques, cahiers des spécifications spéciales se rapportant au marché proprement dit,
- règles de constructions parasismiques
- règles professionnelles (de la construction paille, de la construction chanvre, etc)
- les Avis Techniques obtenus et en cours de validité ;
- les ATEX, Appréciation Technique Expérimentale ;
- les prescriptions du fabricant ;

L'entreprise sera tenue de prendre en considération toute nouvelle norme, règle et législation dont la date d'application est antérieure à la date de mise en exécution de l'ouvrage. Les entreprises sont réputées avoir une parfaite connaissance des documents ci-dessus énoncés et en avoir obligatoirement pris connaissance, en qualité de sachant.

L'Entrepreneur est responsable de la fourniture des matériaux et de leurs mises en œuvre. Il doit attirer l'attention du Maître d'Œuvre sur les inconvénients, vices ou malfaçons qui pourraient résulter d'erreurs ou omissions constatées dans les documents ou ordres reçus.

Toutes les demandes et prescriptions demandées par le bureau de contrôle doivent être exécutées sans supplément de prix.

Il est rappelé que la mise en œuvre des matériaux et du matériel doit être faite avec le plus grand soin tant pour assurer une réalisation parfaite des travaux et des installations que pour éviter toute détérioration aux ouvrages réalisés par les autres Corps de Métiers.

Il appartient à l'Entrepreneur d'attirer en temps utile l'attention du Maître d'Œuvre sur les répercussions que peuvent avoir certains travaux ou installations sur la marche générale du chantier et de signaler le cas échéant les modifications qu'il conviendrait d'apporter aux dispositions arrêtées par les autres corporations.

Aucun matériel ou matériau détérioré ou défectueux ne devra être mis en œuvre, faute de quoi il serait déposé et remplacé. L'entrepreneur aurait alors à sa charge tous les frais — tous corps d'état inclus — occasionnés par le remplacement de ceux-ci. Le cas échéant, l'Entrepreneur peut être invité à justifier les dispositions qu'il a l'intention de prendre pour atteindre le but.

L'Entrepreneur ne peut en aucun cas arguer, soit de l'état hygrométrique des lieux, soit du manque ou de l'excès de chauffage, postérieur à la mise en œuvre de ses ouvrages pour justifier des désordres survenus entre l'exécution et la réception ainsi que pendant la période de garantie. L'Entrepreneur, étant censé connaître ces phénomènes inéluctables, doit prendre toutes dispositions utiles conformément aux règles de l'art afin d'éviter qu'ils se produisent.

2.7.2 TECHNIQUE NON COURANTE

Les procédés et matériaux non traditionnels préalablement agréés par le Maître d'Ouvrage et le Maître d'Œuvre, devront bénéficier de l'avis technique du CSTB et être mis en œuvre aux conditions des recommandations de ces avis techniques.

De la même manière, tous les entrepreneurs devront suivre les instructions, recommandations et cahiers des charges des fabricants de matériaux et de produits manufacturés en ce qui concerne leur emploi et leur mise en œuvre.

En cas d'assurances spéciales complémentaires des fabricants au-delà des garanties légales, l'entrepreneur sera tenu de fournir avant exécution des travaux, les attestations d'assurances légales au Maître d'Ouvrage.

2.7.3 CONTROLE INTERNE DES ENTREPRISES

Nous rappelons que la qualité est l'affaire de tous et dépend essentiellement d'une collaboration en bonne intelligence de toutes les entreprises intervenantes sur le site.

L'autocontrôle interne dû par les entreprises sera réalisé à différents niveaux.

Au niveau des fournitures quelque soit leur degré de finition, l'Entrepreneur s'assure :

- des délais des commandes et des approvisionnements ;
- que les produits commandés et livrés sont conformes aux normes et aux spécifications complémentaires éventuelles du marché.

Au niveau du stockage, l'Entrepreneur s'assure que celles de ses fournitures qui sont sensibles aux agressions des agents atmosphériques ou aux déformations mécaniques sont complètement protégées.

Au niveau de l'interface entre corps d'état, l'Entrepreneur vérifie, tant au niveau de la conception que de l'exécution, que les ouvrages à réaliser ou à exécuter par d'autres corps d'état permettent une bonne réalisation de ses propres prestations.

Au niveau de la fabrication et de la mise en œuvre, le responsable des contrôles internes de l'Entreprise vérifie que la réalisation est faite conformément aux DTU ou règles de l'art.

Au niveau des essais, l'Entrepreneur réalise les vérifications ou essais imposés par les DTU et les règles professionnelles et les essais particuliers supplémentaires exigés par les pièces écrites.

En cours d'exécution, à tout moment, l'Entrepreneur doit être en capacité de fournir tout document d'autocontrôle sur demande du Maître d'Œuvre ou du contrôleur technique. A défaut, l'Entrepreneur serait en faute.

2.8 CONDITIONS DE GARANTIE

Tous les travaux compris dans les marchés seront soumis aux garanties « bâtiment » telles qu'elles sont définies par les articles 1792 § 6 du Code Civil, loi du 4 janvier 1978.

- Garantie de « parfait achèvement » d'une durée de 1 an à compter de la réception (art. 1792 – 6)
- Garantie de « bon fonctionnement » d'une durée de 2 ans à compter de la réception (art. 1792 – 3)
- Garantie décennale à compter de la réception.

Les assurances seront conformes à ces clauses de garantie et l'entrepreneur devra fournir au Maître de l'ouvrage, les attestations encours de validité de ses qualifications professionnelles

- Assurance décennale
- Assurance responsabilité civile

Pour répondre à ces garanties, avec les assurances correspondantes, les ouvrages devront :

- Soit être réalisés par des procédés traditionnels et agréés comme tels par le Contrôleur technique
- Soit relever d'avis technique (ATEC ou ATEX du CSTB)
- Soit relever d'un agrément particulier du groupement des Compagnies d'assurances

S'ils ne répondent pas à ces conditions, les ouvrages concernés feront l'objet d'une assurance spécifique « Fabricant – Entrepreneur » intégrant la surprime « Maître d'œuvre » et présentant pour le Maître de l'ouvrage les mêmes garanties de conditions que le régime normal biennale / décennale.

L'entrepreneur devra fournir au Maître de l'ouvrage, les attestations encours de validité de ses qualifications professionnelles.

2.9 POINTS D'ARRETS

Les points d'arrêts sont des étapes incontournables du processus de construction.

La validation du point d'arrêt, qui confirme l'obtention du niveau de performance demandé, conditionne la poursuite des travaux.

La procédure de validation de chaque point d'arrêt est la suivante :

- L'entreprise notifie son préavis au moins huit (8) jours avant le contrôle : soit au cours de la réunion de chantier précédente (et notifié au CR) ; soit par mail à l'attention du Maître d'Œuvre et de la personne concernée le cas échéant (bureau de contrôle technique, géomètre externe, BE agréé, etc.).
- L'entreprise confirme qu'elle est prête la veille du contrôle.
- Contrôle de la performance en présence de l'entreprise.
- Notification de la levée du point d'arrêt par le Maître d'Œuvre au CR suivant, en stipulant l'organisme effectivement présent avec l'entreprise (Maître d'Œuvre, BCT, etc.) le cas échéant.

Tout manquement à cette procédure entrainera les pénalités prévues dans le CCAP.

Les points d'arrêts spécifiques aux ouvrages seront décrits dans les différents lots du CCTP de chaque corps d'état. Chaque point d'arrêt est précisé dans le CCTP de son lot.

2.10 MATERIAUX

2.10.1 REFERENCES ET MARQUES DES MATERIAUX ET MATÉRIELS

Références de marque nommément citées dans le devis descriptif

Les CCTP font parfois état de référence de marque. La référence à une quelconque marque n'a pour unique finalité que de compléter et préciser la qualité, la performance du matériau ou de l'équipement et un rendu esthétique spécifique. Elle n'a en aucun cas pour effet de restreindre la concurrence et de favoriser ou d'éliminer certains opérateurs économiques lors de l'analyse des offres.

L'entrepreneur pourra proposer à l'agrément du maître d'œuvre, un appareil ou matériau équivalent d'une autre marque à la double condition suivante :

- Que l'appareil ou le matériau proposé soit nettement défini dans la proposition de l'entrepreneur, qui donnera la fiche technique détaillant la nature, les performances, la qualité et les choix esthétiques possibles
- Que l'appareil ou le matériau de remplacement soit d'aspect, de qualité technique et environnementale, et de durabilité, au moins égales au matériau ou appareil cité dans le texte

Au cas où ces conditions ne seraient pas remplies, le maître d'œuvre aura toujours le droit d'exiger la mise en œuvre de l'appareil ou le matériau indiqué dans le devis descriptif (ce cas ne dispense pas de la présentation des échantillons

en vue de leur agrément). Le maître d'œuvre aura seule qualité pour apprécier l'équivalence des produits proposés et refuser l'équivalence sans avoir à justifier sa décision.

2.10.2 ECHANTILLONS

L'entrepreneur est tenu de fournir pendant la phase de préparation et donc avant le début des travaux, tous les échantillons d'appareillages et de matériaux ainsi que les documents techniques correspondants.

Les échantillons devront avoir reçu l'accord éventuellement du Maître d'Ouvrage (suivant le produit concerné), du Maître d'Œuvre et du Bureau de Contrôle. Ils seront remis en main propre à l'architecte, ou lui être envoyés par voie postale.

La présentation par l'entreprise des échantillons et matériaux sera complétée par la production des procès-verbaux d'essais et avis techniques correspondants.

Chaque corps d'état étiquettera ses échantillons afin qu'ils puissent être classés en y indiquant : le nom de l'entreprise, le n° de lot, le n° d'ordre, la date de présentation.

Les entreprises devront ainsi fournir :

- Fiches techniques
- Fiches de Déclaration Environnementales et Sanitaire (FDES) de la base INIES
- Documentation de mise en œuvre & préconisations

2.10.3 PROTOTYPES

Un prototype pourra intéresser plusieurs corps de métier, en phase préparation de chantier. Chaque demande est spécifiée au CCTP du lot concernés.

Ces prototypes seront représentatifs des ouvrages définitifs à mettre en œuvre ou à appliquer et, pour cela, ils seront livrés complets avec leurs accessoires et finitions.

Ces prototypes sont destinés à valider les choix définitifs. Ils pourront faire l'objet de mises au point en concertation avec la maîtrise d'œuvre, avant la mise en fabrication définitive ou leur application.

Les ouvrages nécessaires à la présentation des prototypes, supports, abris, raccordements provisoires, font partie de la prestation due dans les prix du marché.

Tous les prototypes seront fabriqués, appliqués et installés sur le site dans les délais prévus au calendrier d'exécution et, au plus tard, dans un délai permettant les mises au point nécessaires avant mise en fabrication de la série, ou application définitive.

2.10.4 ASSISTANCE DES FABRICANTS

Chaque Entrepreneur doit se faire assister par les fabricants pour la mise en œuvre de ses ouvrages. Ceux-ci doivent donner tous renseignements utiles au Maître d'Œuvre et se présenter aux convocations de ce dernier à sa demande. L'assistance à la mise en œuvre, pour la pose d'éléments témoins servant à la validation par le maître d'œuvre par exemple, pourront se faire sur demande de ce dernier, afin d'assurer la conformité de la mise en œuvre et selon les règles de l'art.

2.10.5 MATERIEL DE CHANTIER

L'Entrepreneur doit mettre à disposition sur le chantier tout le matériel nécessaire à l'exécution de ses travaux, en conformité avec la législation en vigueur. Néanmoins, le Maître d'Œuvre et le Coordonnateur SPS se réservent le droit de demander la mise en service de matériels plus nombreux et/ou plus conséquents s'ils jugent que celui qui est sur le chantier est insuffisant ou ne répond pas aux normes de sécurité. L'Entrepreneur ne pourra pas demander de supplément de prix.

Chaque entreprise doit prévoir son propre matériel de levage.

3 PRESTATIONS COMMUNES

3.1 COMPTE PRORATA

3.1.1 PARTICIPATION

Sauf mention contraire au CCAP, l'ensemble des entrepreneurs doit participer à ce compte.

→ **Concernant le projet la gestion du compte prorata est confiée au lot 01 Gros-Œuvre.**

3.1.2 DEFINITION DU COMPTE PRORATA

Le compte prorata a pour objet de prendre en compte les dépenses communes de chantier et de les répartir entre toutes les entreprises, proportionnellement au montant de leur marché respectif, modifié par ses avenants et ordres de service.

3.1.3 IMPUTATION

Toutes les dépenses collectives restantes concernant principalement les dépenses de fonctionnement, demeurent au compte prorata, y compris celles qui ne sont pas reprises explicitement ci-après.

Les articles ci-après stipulent l'imputation pour chaque prestation.

3.1.4 MOYENS FINANCIERS DU COMPTE PRORATA

Seront portées au crédit du compte prorata, les sommes provenant de la participation obligatoire des entreprises participantes.

Les moyens financiers à disposer font l'objet d'un budget prévisionnel qui sera établi par le titulaire du compte prorata et présenté à l'ensemble des entreprises. Les montants sont arrêtés définitivement à la clôture du compte.

En cours de travaux, le comité de gestion décide d'appels de fonds basés sur le montant cumulé des dépenses engagées restant à payer, augmenté de provisions éventuelles. Les entreprises ne peuvent s'opposer à une demande d'avance inférieure ou égale à 25% des dépenses prévisionnelles.

La participation de chaque entreprise est calculée pour toutes les dépenses, y compris celles de la gestion des déchets au prorata des montants HT des marchés non révisés, y compris travaux supplémentaires et avenants, mais avant toute déduction pour pénalité ou retenue.

Par conséquent, les entreprises sont réputées avoir inclus dans leur prix forfaitaire la rémunération du compte prorata et auront obligation de se soumettre aux échéances des paiements émises par l'entreprise chargée de la tenue du compte prorata.

3.1.5 CONVENTION DE COMPTE PRORATA

Pendant la période de préparation, une convention de compte prorata assortie du budget prévisionnel des dépenses sera proposée par le lot titulaire aux entreprises des autres corps d'état qui devront obligatoirement la viser et l'approuver sous 15 jours après mise au point et diffusion de cette convention par l'entreprise titulaire. Cette convention sera également soumise à l'avis consultatif du MOE, de l'OPC et du coordonnateur sécurité.

La convention de compte prorata sera applicable de plein droit à la fin de ce délai, à toutes les entreprises ayant ou non approuvé ladite convention.

3.1.6 GESTION ET REGLEMENT

Le compte prorata fonctionne sous la surveillance d'un comité de contrôle qui comprendra au minimum : 1 représentant du lot titulaire (qui préside), 1 représentant du lot gros-œuvre ou charpente (s'il n'est pas titulaire), 1 (ou 2) représentant des lots de second œuvre. Le rôle du comité de contrôle est d'approuver le budget initial qui est préparé et présenté par le Président et fixer les modalités des appels de fonds ; décider de l'engagement des dépenses communes imprévues ; contrôler la tenue du compte & statuer sur le solde et la clôture du compte

La fréquence des réunions sera déterminée lors de la première réunion, mais elle pourra varier en cours de chantier en fonction des urgences ou problématique particulière.

La tenue du compte prorata sera assurée par le titulaire qui assurera les tâches suivantes :

- Ouverture d'un compte bancaire au nom du compte prorata,
- Etablissement en temps utiles des appels de fonds en vue de provisionner le compte,
- Enregistrement des attachements et des factures des créanciers,
- Tenue à jour de l'état des dépenses engagées,
- Règlement des factures après constatation par le comité de bonne exécution des travaux, et dans la limite de la trésorerie disponible du compte prorata,
- Clôture du compte lorsque la réception aura été prononcée et rétrocession aux entreprises du solde positif,
- Justification à l'ensemble des entrepreneurs de l'état définitif du compte, récapitulant et justifiant les dépenses,
- Quitus aux participants.

L'entreprise titulaire fera l'avance de la trésorerie. Les appels de fonds devront être réglés dans les 30 jours qui suivent la demande faite à l'entreprise. Passé ce délai, des intérêts de retard seront facturés aux taux de 16 % l'an. En fin de chantier, chaque entreprise devra pour être soldée de son marché, présenter le quitus de sa participation au compte prorata, justifiant le solde réglé.

La rémunération hors taxe de gestionnaire sera fixée lors de la première réunion du comité de contrôle. Cette rémunération n'excédera pas un taux de 8 % du montant définitif HT du compte prorata (hors frais de gestion).

Pour ce qui concerne la répartition des dépenses Prorata, l'action du Maître d'Œuvre sera limitée au rôle d'amiable compositeur qu'il pourra jouer dans le cas où les répartitions conduiraient à des différends entre les entrepreneurs, si ces derniers lui demandent d'émettre un avis destiné à faciliter le règlement de ces différends.

En cas de conflits et de non-paiement par l'entreprise de sa part de prorata, le Maître d'œuvre ne donnera accord sur le décompte général définitif de cette entreprise qu'après quitus de solde de prorata transmis par le gestionnaire du compte prorata.

3.2 INSTALLATION DE CHANTIER

L'installation de chantier est confiée au titulaire du lot Gros-œuvre.

L'entrepreneur aura la responsabilité de son installation de chantier, il devra :

- les clôtures et palissades
- bâtiments de chantiers
- voies de desserte
- engins de levage et de transport
- silos, aires de stockage, de fabrication ou de préfabrication
- protections spéciales de chantier

La libération du terrain des installations de chantier devra être terminée avant la réception provisoire des travaux, aucune trace des aires de chantier ne devra apparaître sur le terrain.

3.2.1 PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER (PIC)

Établissement d'un plan d'installation de chantier suivant les indications du PGC, Plan Général De Coordination, avec emplacement des baraquements pour les autres lots, des bennes avec mise en place du tri sélectif pour une évacuation aux décharges agréées et déclarées, plans d'implantation, piquetage, aires de stockages, circulations engins et piétons, approvisionnement des matériaux, etc...

Le PIC devra être établi dans un délai que quinze jours à compter de la date de notification du marché. Celui-ci devra être valisé par le maître d'œuvre et par le CSPS.

3.2.2 ÉQUIPEMENT

Mise en œuvre d'une installation de chantier, comprenant :

- une salle de réunion 20m² mini avec mobilier pour 20 personnes (chaises et tables en nombre suffisant), éclairage naturel et artificiel, chauffage, poubelles de tri sélectif, armoire de rangement
- les installations sanitaires réglementaires (vestiaires) avec douche et eau chaude
- deux WC homme et femme distincts, y compris vidange à fréquence nécessaire
- le nettoyage des installations de chantier (bungalows et sanitaires) pendant toute la durée du chantier, à raison d'un nettoyage par semaine à minima
- la fourniture de l'ensemble des consommables (savon, papier toilette ...)
- l'évacuation des poubelles des installations de chantier
- les frais de branchements (électricité, téléphone, eau potable et évacuations EU-EV), d'alimentations conformes au PGC et les communications du bureau de Maîtrise d'œuvre et de chantier sur compte prorata
- la signalétique de circulation le cas échéant.
- empiérement base vie, empiérement d'accès véhicules de chantier, d'accès piétons chantier.
- nettoyage de chantier conforme au CCAP, évacuation des bennes à disposition de tous les corps d'états
- L'Entrepreneur aura la responsabilité de son installation, il devra :
- l'amener, l'installation, l'équipement des locaux de chantier
- l'amener et le repliement de tous moyens de levage nécessaire à la réalisation des travaux
- l'amener, la mise en état de fonctionnement du matériel de terrassement
- l'amener, le montage du matériel de fabrication et de mise en œuvre du béton
- le repliement du matériel et des locaux de chantier, la remise en état des lieux

La libération du terrain des installations de chantier devra être terminée avant la réception provisoire des travaux, aucune trace des aires de chantier ne devra apparaître sur le terrain.

3.2.3 CLOTURE DE CHANTIER

Clôture de chantier métallique de type "HERAS".

Clôture métallique sur poteaux métal posés dans les plots, d'une hauteur de 2.00m suivant besoin.

Des panneaux "chantier interdit au public" devront être apposés en nombre suffisant.

Compris portail de chantier.

3.2.4 PANNEAU DE CHANTIER

L'entreprise titulaire réalisera et prendra à sa charge financière, la fourniture, pose, déplacement, enlèvement en fin de chantier et maintenance du panneau de chantier. Fourniture et pose du panneau de chantier, selon maquette fournie par le Maître d'œuvre, aussitôt la signature des marchés sur emplacement indiqué par le Maître d'Œuvre compris peinture et texte.

La pose comprendra toutes sujétions pour fondations, scellement, contreventement, déplacements et entretien en cours de chantier, dépose et enlèvement en fin de chantier.

Le panneau aura au minima les dimensions 3 x 2 m HT, à adapter suivant les textes à y inscrire, pour qu'il soit lu à 15 m de distance pour les plus petites lettres.

L'épreuve de ce panneau sera soumise au visa de la maîtrise d'œuvre avant exécution

Localisation -/- Emplacement suivant indication du Maître d'Œuvre

3.2.5 TRI DES DECHETS

Comprenant la mise en place de bennes permettant le tri sélectif des déchets. L'entreprise désignée gèrera le remplacement des bennes autant de fois que nécessaire. Les frais relatifs à ce traitement seront imputés au compte prorata.

Localisation -/- Pour la durée du chantier jusqu'à la livraison du projet

3.2.6 APPROVISIONNEMENTS ET STOCKAGE

Chaque entrepreneur doit s'organiser pour garantir un approvisionnement régulier afin d'assurer le travail continu de ses équipes et l'avancement normal du chantier.

En fin de chaque phase de travaux, et avant la livraison du bâtiment au Maître d'Ouvrage, tous les matériaux et matériels superflus sont évacués du chantier, faute de quoi le Maître d'Œuvre se réserve le droit de les faire enlever aux décharges publiques aux frais de l'entrepreneur défaillant (se reporter au Cahier des clauses administratives particulières).

Aucun matériel ou matériaux ne doit être stocké sur les toitures après intervention du titulaire du lot « Couverture étanchéité » (lot 3), sauf convention explicite avec celui-ci et avec le Maître d'Œuvre. Dans ce cas, l'entrepreneur ayant effectué le stockage, le fait sous sa seule responsabilité et doit supporter tous les frais de remise en état des ouvrages détériorés du fait de son stockage.

3.2.7 HYGIENE ET SECURITE DE CHANTIER

L'Entrepreneur doit vérifier la conformité et procéder aux épreuves et vérifications réglementaires du matériel qu'il utilise sur le chantier — échafaudages, garde-corps ou filets, engins de levage, installations électriques, etc sous sa responsabilité. Il charge une personne ou un organisme agréé de ces vérifications.

L'Entrepreneur s'engage à donner à son personnel les consignes voulues concernant l'hygiène et la sécurité, tant en ce qui concerne le chantier lui-même, qu'en ce qui concerne les incidences sur l'extérieur de celui-ci.

3.3 ACCES AU CHANTIER

L'accès au chantier se fera par la rue descendante depuis le rond point du CHU.

Une signalétique devra être mise en œuvre (sortie d'engins) au niveau de la sortie sur cette voie, la visibilité étant plutôt réduite.

L'accès doit se faire sans troubler le fonctionnement des ouvrages existants et avoisinants après accord requis auprès du Maître d'Ouvrage et des services techniques compétents.

Le chantier sera clôturé et fermé par un cadenas à clé.

Le stationnement des véhicules (y compris engins de levage) se fera sur l'emprise du chantier. Seuls les engins de levage seront autorisés dans l'enceinte du chantier.

3.3.1 OUVERTURE ET FERMETURE DU CHANTIER

Dans le principe, la garde du chantier et notamment la responsabilité de l'ouverture et de la fermeture du site est attribuée :

- au titulaire du lot 01 Gros Œuvre » jusqu'à l'arrivée du lot 5 Plâtrerie Isolation
- au titulaire du lot 5 Plâtrerie Isolation jusqu'à l'arrivée du lot 11 Peinture Nettoyage
- au titulaire du lot 11 Peinture Nettoyage jusqu'à la réception

Ces dispositions seront à adapter en temps voulu au cours de l'exécution des travaux.

Chaque entrepreneur ferme les locaux à clés après exécution de sa mission et après chaque fin de travail.

Le lot en charge de la mise en œuvre des Menuiseries, déposera les canons définitifs des portes d'accès (portes d'entrée, porte fenêtre) dès la livraison sur chantier. Ils sont aussitôt remplacés par un cylindre manœuvrant avec un pass général. Une copie de ce pass sera mis à disposition par ce lot à tous les lots qui en feront la demande. Ce même lot remettra en place des canons définitifs à la fin de la période de levée des réserves, à la demande du Maître d'Ouvrage, après le nettoyage général de chantier.

3.3.2 GARDE DU CHANTIER

Le gardiennage des installations est laissé au libre choix du Titulaire. Tous frais générés sont à la charge de ce dernier.

3.4 CONSTAT D'HUISSIER

Un constat d'huissier avec référé préventif sera si besoin réalisé avant tout démarrage des travaux. Il est à la charge de la maîtrise d'ouvrage.

Chaque entreprise devra réaliser un constat d'huissier avant le démarrage de ses prestations, avec une vigilance particulière en cas de mitoyenneté.

3.4.1 RESPONSABILITE VIS-A-VIS DES TIERS

L'Entrepreneur est responsable, jusqu'à la réception des travaux, du maintien en bon état des voies, réseaux, clôtures, végétation et installations de toutes natures affectées par ses travaux : tant dans l'enceinte du site que sur les voies publiques.

De plus, l'Entrepreneur doit prévoir toutes les mesures qui s'imposent pour ne pas occasionner de dommages ni motiver de réclamations de quelle que nature que ce soit de la part des tiers (nettoyage des voiries, survol des grues, bruits, etc.).

Bien entendu, s'il y avait un préjudice quelconque à leur endroit, la réparation intégrale serait à la charge de l'Entrepreneur. En aucun cas le Maître d'Ouvrage et le Maître d'Œuvre ne peuvent être recherchés de ce fait.

Tout arrêt de chantier dû à l'inobservation de ces clauses ne peut en aucun cas provoquer une modification de délai et de prix forfaitaire. Par cet arrêt, l'Entrepreneur défaillant a à sa charge tous les frais, dommages et préjudices occasionnés au Maître d'Ouvrage.

En complément des dispositions du CCAG Travaux, l'Entrepreneur sera entièrement responsable de tous les accidents corporels, de tous les éboulements qui pourraient survenir, de tous les dommages que pourraient éprouver les constructions riveraines, les monuments, ouvrages d'art, les ouvrages souterrains, publics ou privés, les canalisations de toutes sortes, les détériorations survenant au revêtement du sol, des accidents qui pourraient arriver sur la voie publique du fait des travaux s'il n'a pas dénoncé dans son mémoire à fournir à l'appui de l'Acte d'engagement, les conséquences dommageables possibles résultant de la conduite ou des modalités découlant des stipulations du marché.

3.5 PIQUETAGE - IMPLANTATION

3.5.1 PIQUETAGE GENERAL

Le piquetage et l'implantation générale (des bâtiments et voiries) seront effectués avant le commencement des travaux par un géomètre à la charge du titulaire du lot « Gros Œuvre ».

La tâche de piquetage et l'implantation générale comprend :

- toutes démarches auprès des services municipaux pour vérification des points en limite de voirie ;
- la matérialisation des deux axes principaux orthogonaux de chacun des bâtiments ;
- la matérialisation de l'alignement des façades et pignons, des voiries, etc. par des bornes, chaises et piquets ;
- la matérialisation de divers axes avec spits, bornes, chaises et piquets ;
- la vérification des limites de propriétés.

Des repères fixes de nivellement rattachés au NGF - IGN69 (spit), devront être mis en œuvre par le titulaire du lot « Gros Œuvre » permettant de caler le niveau du sol fini du bâtiment. Ces repères comprendront tous les dispositifs de fixation et de scellements qui les rendront suffisamment stables pour qu'ils soient maintenus en place et entretenus pour rester visibles pendant la durée du chantier. Ils seront donc implantés de sorte à être accessibles et en visée directe depuis l'intérieur des bâtiments.

3.5.2 TRACES ET TRAITS DE NIVEAUX

En complément du piquetage général, le lot « Gros Œuvre » aura à sa charge et sous sa propre responsabilité, toutes les implantations et tous les tracés d'implantation de tous ses ouvrages, d'après les plans et instructions du Maître d'Œuvre.

Toutes divergences qui pourraient se révéler au cours de ces tracés doivent être signalées immédiatement au Maître d'Œuvre. En cas d'inobservation de cette clause, le titulaire du lot « Gros Œuvre » en subit toutes les conséquences. Par la suite, l'entrepreneur du lot « Gros Œuvre » doit un repère fixe et indestructible (type spit), qui indique le niveau fini du sol du rez-de-chaussée des maisons, à l'extérieur de la construction lequel servira aux Lot 2 Charpente Bois, ossature, bardage, Lot 4 Menuiseries Extérieures, Lot 5 Plâtrerie Isolation, Lot 6 Menuiserie Intérieure pour établir les niveaux intérieurs.

Le titulaire du Lot 5 Plâtrerie Isolation, doit le battage du trait de niveau sur tous les murs, poteaux et cloisons avant l'intervention des autres corps d'état et à nouveau sur toutes les parois, doublages et cloisons. Ces traits de niveau sont rattachés à la côte NGF - IGN69 dont le repérage est effectué à chaque niveau (entrée et séjour).

A partir de ces traits de niveaux, chaque lot doit les tracés et implantations de ses propres ouvrages.

Avant toute exécution de ses propres travaux, chaque entrepreneur doit vérifier les implantations et traits de niveaux et signaler toute anomalie, faute de quoi il aurait à reprendre tout ou partie d'ouvrage non conforme aux règles de l'art ou mal implanté.

3.6 VERIFICATION DES COTES & RECEPTION DE SUPPORT

Chaque titulaire doit contrôler la conformité de l'ouvrage livré par le lot précédent qui sert de support à son ouvrage. Chacun est tenu de vérifier soigneusement sur place, avant tout début de fabrication et d'exécution de ses travaux, toutes les côtes portées aux plans et détails qui lui sont fournis par le Maître d'Œuvre. Un constat de réception de support devra être établi entre les parties concernées, et transmis au maître d'œuvre pour validation, avant toute intervention.

Aucune côte ne doit être prise à l'échelle métrique sur les plans pour l'exécution des travaux.

L'Entrepreneur doit s'assurer sur place, avant toute mise en fabrication et avant toute mise en œuvre, de la possibilité de suivre les côtes et indications des plans et détails.

Chaque titulaire, dès la réalisation de chaque ouvrage de structure et de cloisonnement, avant toute mise en fabrication et avant toute mise en œuvre, doit s'assurer sur place de la possibilité de suivre les côtes et indications des plans et détails. Ces vérifications doivent être faites le plus en amont possible des études de chaque lot afin de ne pas se trouver surpris au moment de l'intervention des travaux sur place et afin de respecter et la qualité et les délais.

En cas de divergence, erreur, insuffisance ou manque de côte, l'Entrepreneur doit en référer avant toute exécution au Maître d'Œuvre qui fait les mises au point ou rectifications nécessaires, avec les entreprises concernées. L'Entrepreneur ne peut apporter de lui-même aucune modification aux plans ou quantités, mais doit signaler au Maître d'Œuvre tout changement ou complément qu'il jugerait utile d'y apporter.

Faute de se conformer aux prescriptions énoncées ci avant, l'Entrepreneur serait seul responsable des erreurs d'exécution et des conséquences qui en résultent.

3.7 PROTECTIONS DES OUVRAGES

3.7.1 PROTECTION CONTRE LES RISQUES DE VOL ET DE DETOURNEMENT

Jusqu'à la réception des travaux, l'Entrepreneur doit protéger ses matériaux et ses ouvrages contre les risques de vol et de détournement. Aucun coût concernant ces protections et la remise en état en cas de vol, ne pourra être répercuté sur le compte prorata.

Si des circonstances particulières devaient amener les entreprises à demander la mise en place de protections spécifiques contre le vol ou gardiennage, les dépenses engendrées par ces dispositions seraient répercutées sur le compte prorata.

3.7.2 PROTECTION CONTRE LES RISQUES DE DETERIORATION

L'Entrepreneur doit assurer la protection efficace de ses propres travaux et matériels installés ou entreposés et autres prestations fournies jusqu'à la réception de ses ouvrages. Cette prescription s'applique également aux équipements techniques.

Les ouvrages comportant un revêtement définitif sont protégés par tous moyens appropriés afin d'éviter tous chocs, épaufrures, rayures, etc.

Les ouvrages en bois non destinés à rester découverts en extérieur sont protégés par l'Entrepreneur jusqu'à ce qu'ils reçoivent une protection définitive. Toutes les arêtes seront efficacement protégées. Tous ouvrages détériorés (dont épaufrures, rayures, etc.) seront refusés systématiquement par le Maître d'Œuvre jusqu'à ce qu'ils aient été repris ou changés pour obtenir une finition parfaite et dans les règles de l'art. Les ouvrages en bois destinés à rester découverts devront recevoir une attention particulière pour garantir leur parfait état pendant la durée du chantier, l'entrepreneur devant mettre en œuvre tous les moyens de protections nécessaires, ou à la demande du maître d'œuvre, sans que cela ne fasse l'objet de coûts supplémentaires pour la maîtrise d'ouvrage.

De plus, pendant l'exécution de ses propres travaux, l'Entrepreneur doit les précautions et protections nécessaires pour ne pas causer de dégradations aux matériels et ouvrages des autres entrepreneurs. Il est responsable des conséquences pouvant résulter des infractions à ces obligations.

3.7.3 PROTECTION DU CHANTIER

L'Entrepreneur doit protéger les matériaux, installations, fournitures, outillages et ouvrages contre les dégradations qu'ils pourraient subir notamment du fait des intempéries. Il doit la protection très efficace contre les coups et la poussière des ouvrages existants contigus à ses travaux dans chaque local et les accès correspondant dont les sols, plafonds, murs et les nombreux agencements. Aucun supplément de prix pour le Maître d'Ouvrage ne sera accepté. L'Entrepreneur doit réparer ou remplacer à ses frais les ouvrages qui auraient été endommagés, quelle que soit la cause du dégât, sauf son recours éventuel contre le tiers responsable, le Maître d'Ouvrage restant, en toute hypothèse, complètement étranger à toute contestation ou répartition des dépenses de ce chef.

Si les travaux viennent à être interrompus pour quelle que cause que ce soit, non imputable au Maître d'Ouvrage, l'Entrepreneur doit protéger les constructions et ouvrages réalisés contre les dégâts qu'ils pourraient subir, sans frais supplémentaires pour le Maître d'Ouvrage.

3.8 NETTOYAGE DU CHANTIER - PROPRETE DU SITE

3.8.1 NETTOYAGE ET REMISE EN ETAT

La propreté du chantier **qui est l'affaire de tous dans l'intérêt de tous**, doit être maintenue de façon constante.

Chaque lot doit effectuer ses nettoyages au fur et à mesure de l'avancement de ses travaux. Chaque lot, après toute intervention en un lieu donné, doit laisser l'emplacement propre et libre de tous déchets. Il doit également le nettoyage, la réparation et la remise en état des installations qu'il a salies ou détériorées. L'Entrepreneur qui lui succède est en droit d'exiger cet état de propreté avant d'entreprendre ses travaux. Chaque Entrepreneur aura la charge de procéder au nettoyage de ses propres ouvrages.

De plus, en cours d'exécution, le matériel et les matériaux sans emploi doivent être enlevés du chantier par l'Entreprise propriétaire desdits matériels ou matériaux.

L'Entrepreneur doit un nettoyage quotidien de son chantier, et suivant la demande du Maître d'Œuvre ou de l'OPC. La Maître d'Ouvrage se réserve le droit, en cas de non-exécution de cette prescription, et après mise en demeure ou avertissement dans le compte-rendu de réunion hebdomadaire non suivie d'effet, de faire appel à une société de nettoyage spécialisée de son choix pour effectuer ces nettoyages. Les frais correspondants seront imputés :

soit à l'Entrepreneur fautif, s'il peut être déterminé avec certitude ;

soit, dans le cas contraire à chaque Entreprise en cours d'intervention sur le chantier (sur la base d'une égale répartition).

La répartition de ces frais, établie par le Maître d'Œuvre ou par l'OPC sera sans appel et consignée au compte-rendu de chantier.

3.8.2 NETTOYAGE DES INSTALLATIONS DE CHANTIER

L'Entrepreneur en charge de la base vie prendra à sa charge le nettoyage hebdomadaire des installations de chantier. Toutefois, chaque entrepreneur évacuera ses déchets des cantonnements et veillera à maintenir les installations de chantier propre et dégagé.

3.8.3 NETTOYAGE ET REMISE EN ETAT DU CHANTIER

Le nettoyage et la remise en état du chantier est fait par l'Entrepreneur dès l'achèvement des travaux de son lot. De plus, il enlève du chantier et de toute la propriété du Maître d'Ouvrage, tous matériels, installations du chantier, matériaux, décombres et déchets y compris ceux enterrés (dont les fondations des matériels de chantier et d'installations de chantier, les canalisations provisoires, etc.). Ce nettoyage est à effectuer dans les délais prévus au CCAP.

3.8.4 NETTOYAGE DE RECEPTION

Le chantier et ses abords doivent être rendus en parfait état de propreté et de nivellement lors de l'achèvement des travaux et de leur réception.

Le nettoyage complet, soigné et final de réception de tous les ouvrages intérieurs aux bâtiments est prévu et décrit au lot 11 Peinture nettoyage.

Le nettoyage complet, soigné et final de réception de tous les ouvrages extérieurs est dû par le lot « Gros Œuvre » (lot 1).

Selon les données du planning d'avancement des travaux et de la coordination, l'Entrepreneur de Peinture intervient dans chacun des locaux après finitions complètes, par tous les entrepreneurs ; un procès-verbal est dressé et fixé d'un commun accord avec les intéressés : entrepreneurs et Maître d'Œuvre. Les entrepreneurs des différents lots auront préalablement préparé les locaux à nettoyer et auront évacué leurs gravats, emballages, *etc.*